

Le taux de chômage... (suite de la page 1)

Au Canada, les baisses observées en août étaient généralisées, touchant tant les services aux entreprises que les manufacturiers qui ont connu des pertes d'emplois pendant 37 mois consécutifs.

L'emploi à temps plein a baissé d'environ 22 300 emplois alors que l'économie en a gagné près de 3 200.

À l'échelon national, le repli le plus important a été de 24 000 emplois dans le secteur de la gestion d'entreprises; ce dernier regroupe des personnes oeuvrant dans l'entretien des immeubles, les services de sécurité et les centres d'appel. Ce secteur connaît une croissance à long terme.

L'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale s'est également replié en août, diminuant de 18 000, majoritairement au Québec et en Alberta.

L'emploi dans le secteur de la fabrication est resté inchangé. Toutefois, au cours des huit premiers mois de l'année, le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication a diminué de 2,7 % (-62 000).

En août, le nombre d'emplois a bondi de 14 000 dans les administrations publiques, portant la croissance depuis le début de l'année à 6,1 %, soit le taux le plus élevé de toutes les branches d'activité.

L'emploi dans le secteur de la construction a poursuivi sa progression en août, en hausse de 11 000. Jusqu'à maintenant en 2003, le nombre d'emplois dans la construction s'est accru de 3,6 %. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, les nouvelles mises en chantier résidentielles ont augmenté de 11 % en juillet comparativement au niveau enregistré un an plus tôt.

La panne d'électricité qui a touché l'Ontario et neuf États américains le mois dernier est survenue pendant la semaine de référence du 10 au 16 août de l'Enquête sur la population active. Néanmoins, même si elle a empêché un grand nombre de personnes de travailler, elle n'a vraisemblablement pas eu de répercussions sur le nombre global de travailleurs à temps partiel et à temps plein.

Environ un employé ontarien sur quatre (1,3 million de personnes) a perdu des heures de travail à cause de la panne. Au total, ces pertes se sont chiffrées à plus de 11 millions d'heures de travail, ou 8,2 heures par employé ayant dû s'absenter. Ces chiffres ne tiennent pas compte des heures perdues durant la période de conservation de l'énergie, la semaine ayant suivi la panne d'électricité.

Les travailleurs de presque tous les secteurs ont perdu des heures en Ontario, sauf ceux des services, dont plusieurs ont dû travailler de plus longues heures.

En Ontario, l'emploi a légèrement fléchi (-6 000), mais en raison de la réduction du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, le taux de chômage est passé de 7,2 % à 7,1 %. La croissance de l'emploi du secteur de la fabrication dans la province n'a pas suffi à contrebalancer le recul appréciable accusé à ce chapitre dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques.

Le Québec (-13 000) et le Nouveau-Brunswick (-7 000) ont connu les plus fortes baisses de l'emploi.

Pour plus de renseignements communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail.

Accroître l'autonomie des employés : une voie vers l'innovation

Les entreprises qui appliquent plus de pratiques constructives en matière de ressources humaines sont plus susceptibles d'innover. De plus, elles sont aussi proportionnellement plus nombreuses à lancer des innovations qui sont des premières sur le marché plutôt que simplement des nouveautés dans leurs firmes.

La probabilité d'introduire une innovation est la plus élevée lorsque les entreprises ont recours à des pratiques découlant de trois domaines reliés à la gestion des ressources humaines : la formation; les pratiques favorisant la participation des employés, comme le partage de l'information, la conception flexible des tâches et les groupes de travail autonomes; et les méthodes de rémunération, comme les mesures incitatives individuelles et la participation aux bénéfices.

L'utilisation d'un plus grand nombre de pratiques en matière de gestion des ressources humaines renforce le lien avec l'innovation. Par exemple, une entreprise a une probabilité de 32 % d'être un innovateur « premier sur le marché » lorsqu'elle utilise plus de six de ces pratiques, de 11 % lorsqu'elle en utilise trois ou moins et de seulement 4 % si elle n'en adopte aucune. L'innovation est aussi plus fréquente lorsque de nombreuses pratiques sont utilisées de façon intensive, par exemple, lorsqu'une proportion élevée de travailleurs ont été formés.

Parmi d'autres facteurs qui dénotent un lien positif avec l'innovation figurent la concurrence internationale, du moins dans le secteur manufacturier, et la propriété étrangère dans le secteur non manufacturier.

La performance en matière d'innovation d'une entreprise tient à des interactions complexes et dynamiques entre sa propre capacité interne d'innover et des compétences et connaissances spécialisées externes. Sur le plan interne, une entreprise doit conserver ses travailleurs clés et les garder très motivés pour assurer la continuité de son processus d'accumulation de connaissances, ce qui est essentiel à l'innovation.

Pour plus de renseignements communiquez avec Nathalie Caron au (613) 951-4051 (nathalie.caron@statcan.ca), Division de la statistique du travail, Statistique Canada.

Pleins feux sur : les immigrants d'aujourd'hui

La recherche d'emploi est difficile pour les nouveaux immigrants

Entreprendre une nouvelle vie au Canada ne se fait pas sans obstacles, surtout lorsqu'on doit chercher un emploi, révèlent les premières données de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

L'enquête révèle que la plupart des immigrants ont déclaré avoir connu certaines difficultés en entrant sur le marché du travail canadien. Sept nouveaux arrivants sur dix ayant tenté d'identifier au moins un problème en lien avec le processus, incluant le transfert de leurs titres de compétences étrangers, le manque de contacts et la barrière des langues. Près d'un cinquième de ces derniers ne pouvaient converser ni en français ni en anglais lors de leur arrivée au Canada.

Près de 44 % ont trouvé du travail dans un court laps de temps et ce chiffre a crû pour atteindre 70 % après six mois en sol canadien. Malgré tout, 42 % des personnes ayant trouvé un emploi cherchaient toujours un nouveau poste.

Les nouveaux immigrants n'étaient pas susceptibles de trouver un emploi en lien avec leurs études et leur formation professionnelle. Parmi ceux qui étaient en emploi au moment de l'enquête, 6 sur 10 ne travaillaient pas dans le secteur dans lequel ils œuvraient avant de venir au Canada.

Avant l'arrivée en sol canadien, les deux groupes professionnels les plus fréquents chez les hommes étaient ceux des sciences naturelles et appliquées et de la gestion. Six mois après leur arrivée au Canada, les hommes travaillaient le plus souvent dans le secteur de la vente et des services.

L'ELIC a été menée par Statistique Canada en collaboration avec Citoyenneté et Immigration Canada. C'est une enquête

Note aux lecteurs

Infomat inaugure aujourd'hui un article-vedette hebdomadaire intitulé *Plein feu* qui permettra aux lecteurs d'aller au delà des données qui sont au coeur de la nouvelle.

Plein feu permettra d'observer sous un angle différent l'information produite par Statistique Canada. Chaque semaine, une enquête, un document de recherche, une publication ou tout autre nouveau produit, sera observé de plus près afin de permettre aux lecteurs de comprendre ce que disent les données sur les différents aspects de la société canadienne, allant de l'éducation et la technologie en passant par la culture et le crime.

Aujourd'hui, *Plein feu* s'attarde sur l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, une enquête conçue pour étudier la façon dont les immigrants s'habituent à vivre au Canada avec le temps.

exhaustive sur la façon dont les nouveaux immigrants parviennent à s'adapter à la vie au Canada et sur comment les programmes gouvernementaux les aident à faire la transition.

Dans le cadre de l'enquête, on a interviewé 12 000 de 164 000 immigrants âgés de 15 ans et plus ayant été admis au Canada entre octobre 2000 et septembre 2001.

Tout juste un peu moins de 125 000 de ces nouveaux arrivants, ou près des trois-quarts, avaient au moins un type de titre de compétences étranger professionnel ou technique. Pour ces immigrants, les plus grandes entraves pour décrocher un emploi étaient le manque d'expérience sur le marché du travail canadien et la difficulté de faire reconnaître leurs titres.

(suite à la page 4)

Qu'est-ce qu'une enquête longitudinale?

Qu'est-ce qu'une enquête longitudinale? C'est simplement une enquête qui est répétée au cours des années. Le fait qu'une enquête soit répétée pendant un certain nombre d'années permet non seulement d'obtenir les renseignements nécessaires sur les changements qui se produisent, mais aussi de constater les conséquences de ces changements.

Dans le cas de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, les mêmes personnes seront interviewées trois fois, soit 6 mois, 2 ans et 4 ans après leur arrivée au Canada.

Le premier cycle d'interviews auprès des immigrants a été réalisé d'avril 2001 à juin 2002, environ six mois après leur arrivée. Le deuxième cycle d'interviews vient tout juste d'être complété et les données ne seront pas publiées avant la fin de 2004.

Les renseignements recueillis au premier cycle d'interviews serviront de données de référence afin de décrire l'expérience de l'établissement. Vers la fin de 2005, au moment où les trois interviews seront terminées, l'enquête permettra de bien comprendre comment se déroule le processus d'établissement des nouveaux arrivants.

De 1991 à 2000, 2,2 millions d'immigrants ont été admis au Canada, le plus grand nombre jamais admis pour une décennie au cours des 100 dernières années. Comme résultat, l'enquête de 2001 a enregistré la plus forte proportion de personnes nées à l'étranger en 70 ans au pays (18,4 %).

Les titres de compétences... (suite de la page 3)

Près de 6 mois après leur arrivée, 26 % des immigrants ayant des titres professionnels ou techniques ont dû les faire vérifier par un employeur, un établissement d'enseignement ou l'organisme de réglementation de leur profession au Canada.

Un autre 13 % a fait vérifier ses titres par des sources à l'étranger ou par des agents d'immigration et 61 % n'avait pas encore entrepris de démarches en vue de faire reconnaître ses titres.

Parmi les nouveaux arrivants ayant dû faire vérifier leurs titres par un employeur, un établissement d'enseignement ou l'organisme de réglementation de leur profession au Canada, 13 % avaient vu au moins un de leurs titres refusé.

L'ELIC démontre que le réseau de parents et d'amis d'un immigrant a influé au moins autant que les facteurs économiques sur le choix d'une destination où s'installer au Canada.

On aurait pu s'attendre à ce que les immigrants de la composante économique évoquent des facteurs économiques comme principale raison du choix d'une destination, mais tel n'a pas été le cas.

Près de 44 % des demandeurs principaux admis dans la catégorie économique ont déclaré qu'ils ont choisi leur destination parce que leurs parents et amis habitaient déjà dans la ville choisie. Seulement 19 % ont dit s'être laissé influencer par les perspectives d'emploi.

La moitié des demandeurs principaux de la catégorie économique ont choisi de s'établir à Toronto pour rejoindre des proches; moins du quart (23 %) l'ont fait à cause des possibilités d'emploi.

La publication complète sur les résultats de l'enquête intitulée *Faits saillants de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, 2000-2001* (89-611-XIF) est maintenant accessible gratuitement dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca).

Pour plus de renseignements communiquez avec la ligne Info-médias de Statistique Canada au (613) 951-4636.

Principaux groupes professionnels d'immigrants avant et après leur arrivée au Canada

	2001			
	Hommes		Femmes	
	Avant leur arrivée	Après leur arrivée	Avant leur arrivée	Après leur arrivée
	Nombre			
Immigrants ayant un emploi avant et après leur arrivée au Canada	39 700	43 800	22 300	28 300
	%			
Postes de gestion	12,7	4,4	8,0	2,6
Emplois dans le secteur des affaires, de la finance et de l'administration	8,1	9,8	25,3	17,9
Emplois dans le secteur des sciences naturelles et appliquées et emplois connexes	38,6	18,8	16,8	6,8
Emplois dans le secteur de la santé	3,5	1,8	10,0	4,2
Emplois dans le secteur des sciences sociales, de l'éducation, des services gouvernementaux et de l'activité religieuse	7,3	4,8	17,6	6,2
Emplois dans le secteur des arts, de la culture, des loisirs et des sports	1,8	1,0 ^E	3,8	1,8 ^E
Emplois dans le secteur des ventes et services	10,2	24,9	12,1	37,3
Emplois dans le secteur commercial, des transports comme conducteur de matériel et emplois connexes	9,9	10,4	0,7 ^E	2,7
Emplois exclusifs au secteur des industries primaires	3,6	1,8	1,3 ^E	2,6
Emplois exclusifs au secteur de la transformation, de la fabrication et des services	4,1	22,3	4,4	17,9

^E À utiliser avec prudence.

Santé mentale : un tiers des personnes vont chercher de l'aide

Un Canadien sur 10 âgé de 15 ans et plus éprouve un problème de dépendance à l'alcool ou à une drogue ou souffre d'un problème de santé mentale, selon les données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2002. Néanmoins, selon l'enquête, moins de la moitié de ces personnes ont été chercher de l'aide.

Près de 2,6 millions de personnes ont déclaré avoir éprouvé des symptômes correspondant à des problèmes de dépendance à l'alcool ou à une drogue illicite ou à l'un des cinq troubles mentaux couverts par l'enquête, et ce, à un moment donné au cours des 12 mois ayant précédé l'interview.

Mais seulement 832 000 personnes, soit tout juste le tiers du nombre total, ont consulté un professionnel de la santé tel un psychiatre, un médecin de famille, un médecin spécialisé, un psychologue ou une infirmière. Soixante pour cent de ces personnes ont dit que la consultation les avait « beaucoup » aidées.

Cinq troubles mentaux ont été évalués dans le cadre de l'enquête : le trouble dépressif majeur, le trouble de la manie, le trouble de panique, la phobie sociale et l'agoraphobie, de même que la dépendance à l'alcool et aux drogues illicites. Près de 37 000 personnes de 15 ans et plus ont été interviewées.

Il semble que les Canadiens souffrent tant d'un trouble dépressif majeur que d'une maladie cardiaque, du diabète ou d'un problème thyroïdien.

Troubles mentaux ou problèmes de dépendance à une substance étudiés au cours des 12 mois avant l'enquête

	Total		Hommes		Femmes	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Trouble dépressif majeur	1 120 000	4,5	420 000	3,4	700 000	5,5
Trouble de la manie	190 000	0,8	90 000	0,7	100 000	0,8
Tout trouble de l'humeur	1 210 000	4,9	460 000	3,8	750 000	5,9
Trouble de panique	400 000	1,6	130 000	1,1	270 000	2,1
Agoraphobie	180 000	0,7	40 000	0,4	140 000	1,1
Trouble d'anxiété sociale (phobie sociale)	750 000	3,0	310 000	2,6	430 000	3,4
Tout trouble anxieux	1 180 000	4,7	440 000	3,6	740 000	5,8
Dépendance à l'alcool	640 000	2,6	470 000	3,8	170 000	1,3
Dépendance aux drogues illicites	170 000	0,7	120 000	1,0	50 000	0,4
Toute dépendance à une substance	740 000	3,0	540 000	4,4	200 000	1,6
Total, tout trouble mental ou problème de dépendance à une substance étudié	2 600 000	10,4	1 190 000	9,7	1 410 000	11,1

Quelque 4 % des personnes interviewées durant l'enquête ont dit avoir éprouvé des symptômes ou des sentiments associés à un trouble dépressif majeur, comparativement à 5 % en ce qui a trait au diabète, 5 % pour la maladie cardiaque et 6 % pour un problème thyroïdien.

D'après l'Organisation mondiale de la santé, 5 des 10 principales causes d'incapacité sont liées à des troubles mentaux. Santé Canada estime qu'en 1998, la maladie mentale représentait la troisième plus importante source de dépenses au chapitre des soins de santé directs, soit plus de 4,7 milliards de dollars.

La prévalence globale des troubles de santé mentale et de dépendance à une substance était à peu près la même pour les femmes et les hommes. Environ 1,4 million de femmes, soit 11 % de la population féminine, ont éprouvé de tels symptômes comparativement à 1,2 million ou 10 % d'hommes.

Les troubles de l'humeur et les troubles anxieux étudiés étaient plus courants chez les femmes. Près de 6 % ont déclaré avoir éprouvé des sentiments et des symptômes correspondant à un trouble dépressif majeur ou à un trouble de la manie comparativement à 4 % des hommes.

Les adolescents et les jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans étaient plus susceptibles de déclarer avoir souffert d'un des troubles mentaux enquêtés ou d'un problème de dépendance. Près de 18 % ont déclaré avoir éprouvé des sentiments ou des symptômes attribuables à ces derniers comparativement à 12 % chez les 25 à 44 ans.

En ce qui a trait à la dépendance à l'alcool et aux drogues illicites seulement, près de 8 % des adolescents et des jeunes adultes ont déclaré avoir connu ce type de problèmes, comparativement à environ 3 % de ceux âgés de 25 à 44 ans.

Néanmoins, les adolescents et les jeunes adultes étaient moins susceptibles d'utiliser des ressources pour régler leurs problèmes de santé mentale ou de dépendance à l'alcool ou aux drogues illicites.

Seulement le quart des personnes de 15 à 24 ans ont déclaré avoir eu recours à certaines catégories de ressources telles qu'un professionnel de la santé, un conseiller religieux, un groupe d'entraide ou une ligne d'aide téléphonique, durant l'année qui a précédé l'enquête.

L'enquête a récolté de l'information sur les raisons pour lesquelles des personnes n'ont pas reçu d'aide pour régler leurs problèmes. Près des deux tiers (31 %) ont dit qu'ils préféreraient s'en occuper eux-mêmes; 19 % ne s'en sont pas occupés ou étaient indifférents; et 18 % ont déclaré avoir peur de demander de l'aide ou de ce que les autres auraient pensé.

Pour plus de renseignements communiquez avec Lorna Bailie au (613) 951-0837 (lorna.bailie@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Rythme presque record pour les permis de bâtir en juillet

Les nouvelles données sur les permis de bâtir suggèrent que l'industrie de la construction semble avoir beaucoup d'élan en entrant dans la seconde moitié de l'année. Les municipalités ont délivré des permis de bâtir à un rythme presque record en juillet, à la fois pour des projets de construction résidentielle et de construction non résidentielle.

Au total, elles ont approuvé pour 4,53 milliards de dollars de permis, soit 3,3 % de plus qu'en juin, et tout juste un peu moins que le record mensuel de 4,59 milliards de dollars établi en janvier.

En juillet, les permis de construction de logements ont atteint 2,78 milliards de dollars, soit 4,7 % de plus qu'en juin et tout juste un peu moins que le record mensuel de 2,80 milliards de dollars établi en janvier. La valeur des permis de construction non résidentielle a progressé de 1,1 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars, son plus haut niveau depuis janvier. Le principal facteur a été un bond de 56,7 % du côté des permis de construction industrielle.

En raison du rythme effréné d'émission de permis, leur valeur a atteint un nouveau sommet pour les sept premiers mois de l'année. De janvier à juillet, la valeur des permis délivrés a été de 29,5 milliards de dollars, soit 9,0 % de plus que pour la même période de sept mois l'année dernière.

Selon l'Enquête sur la population active de juillet, plus de 933 000 Canadiens avaient un emploi dans le secteur de la construction, soit 1,1 % de plus que le mois précédent et 5,4 % de plus qu'en juillet 2002.

La croissance observée en juillet dans les intentions de construction dans le secteur de l'habitation en était à son troisième gain mensuel.

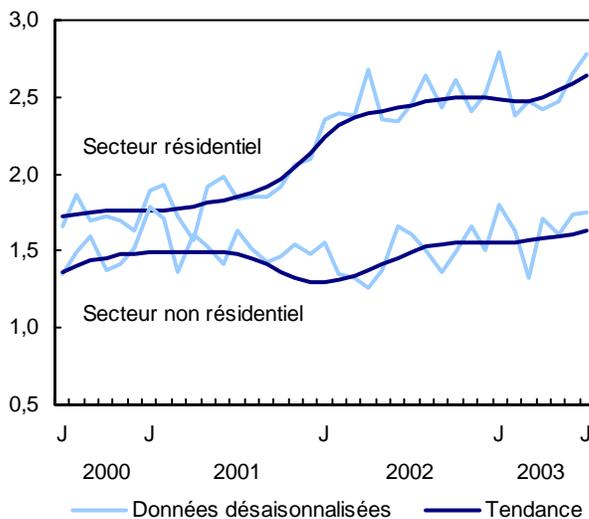
Les constructeurs ont pris pour une valeur record de 950 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en juillet, en hausse de 15,6 % par rapport à juin. Cela a plus qu'effacé un fléchissement de la valeur des intentions de construction de logements unifamiliaux, qui a reculé de 0,3 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars.

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction résidentielle a totalisé 18,0 milliards de dollars de janvier à juillet, en hausse de 6,0 % par rapport aux sept premiers mois de 2002. Cela s'explique par un sommet de 12,6 milliards de dollars du côté des intentions de construction de logements unifamiliaux, en hausse de 3,4 %, et un sommet de 5,4 milliards de dollars de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, en hausse de 12,6 %.

Près de 20 000 nouveaux logements ont été approuvés partout au pays en juillet, dont 10 335 logements unifamiliaux. Depuis le début de l'année, on a permis la construction de 129 000 logements, dont juste un peu plus de la moitié étaient des logements unifamiliaux.

Les intentions de construction sont élevées dans les secteurs résidentiel et non résidentiel

En milliards de dollars



Une importante croissance dans les projets industriels proposés a permis au secteur non résidentiel de réaliser une troisième hausse en quatre mois.

La valeur des intentions de construction de bâtiments industriels a atteint 449 millions de dollars en juillet, en hausse de 56,7 % par rapport à juin. Il s'agit du plus haut niveau depuis septembre 2000. Un projet d'usine de fabrication à grande échelle au Québec a grandement contribué à cette croissance.

Par contraste, la valeur des permis de construction de la composante institutionnelle a chuté de 12,0 % pour atteindre 557 millions de dollars. (Un important projet de construction d'un immeuble à vocation médicale en Alberta a fait gonfler les résultats en juin.) Le niveau de juillet était tout de même supérieur de 7,6 % à la valeur mensuelle moyenne en 2003 et supérieur de 16,2 % au niveau mensuel moyen de 2002, qui a été une excellente année.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a totalisé 743 millions de dollars en juillet, soit 8,4 % de moins qu'en juin. Cette baisse est attribuable à une diminution de 27,8 % du côté des projets liés au commerce et aux services. Le niveau de juillet a été le plus bas des quatre derniers mois et de 6,3 % inférieur au niveau mensuel moyen de cette année.

Pour obtenir plus de renseignements communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

Le Nunavut affiche la hausse du revenu familial médian la plus élevée

Le revenu total médian des familles au Canada a augmenté de 7,7 % entre 1997 et 2001, après correction de l'inflation. Le Nunavut a enregistré l'augmentation la plus prononcée (+13,2 %), suivi des Territoires du Nord-Ouest, de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador.

L'augmentation de 44 800 \$ au Nunavut est survenue surtout entre 2000 et 2001; il s'agit d'un revirement par rapport aux années précédentes, au cours desquelles le revenu total médian avait fléchi dans ce territoire. Toutefois, ce montant était tout de même en deçà de celui des Territoires du Nord-Ouest, le plus haut parmi les provinces et territoires en 2001 (70 300 \$), suivi du Yukon (61 000 \$) et de l'Alberta (59 900 \$).

Entre 2000 et 2001, le revenu total médian a augmenté à la fois chez les familles comptant un couple et les familles monoparentales dans chaque province et territoire. Il s'agit de la seule fois que cela s'est produit entre 1997 et 2001. En 2001, le revenu médian des familles comptant un couple a atteint 59 600 \$, et celui des familles monoparentales 27 200 \$.

Parmi les régions métropolitaines de recensement, de 1997 à 2001, c'est Edmonton qui a enregistré la plus forte hausse du revenu familial médian (+11,8 %). On a observé des hausses de 11,0 % à Ottawa-Gatineau, de 10,0 % à Calgary, de 9,6 % à St. John's et de 8,5 % à Kitchener.

Pour plus de renseignements communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 (saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.

Légère accélération de la croissance des prix des logements neufs

L'indice des prix des logements neufs (1997=100) a crû de 0,3 % en juillet. Sur 12 mois, cet indice des prix de vente des entrepreneurs a progressé de 4,7 %, en hausse par rapport à l'augmentation annuelle de 4,5 % enregistrée en juin, ce qui reflète la vigueur soutenue de la demande de logements neufs.

Des 21 centres urbains, 12 ont affiché des hausses mensuelles. À Hamilton et à Victoria, deux centres où l'indice a augmenté de 1,1 %, les constructeurs ont indiqué une hausse du prix des matériaux de construction et de la main-d'oeuvre, ainsi qu'un marché de l'habitation favorable. Les constructeurs à Victoria ont également observé une croissance des prix des terrains. Des hausses ont été observées à Kitchener-Waterloo (+0,7 %), à Regina (+0,6 %) et à Toronto (+0,5 %), l'accroissement des prix de la main-d'oeuvre et des matériaux de construction, comme le contreplaqué et le placoplâtre, ayant fait croître les prix dans ces régions.

St. Catharines-Niagara, London et Vancouver ont enregistré des hausses de 0,2 %, tandis que Saint John-Moncton-Fredericton, Ottawa-Gatineau, Calgary et Edmonton ont affiché de légères hausses (+0,1 %).

La seule baisse mensuelle est survenue à Sudbury-Thunder Bay (-0,2 %), alors que 8 des centres visés par l'enquête n'ont affiché aucune variation.

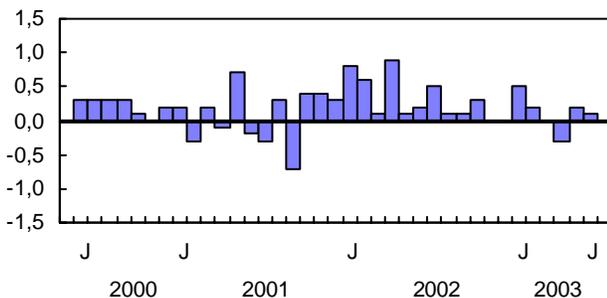
Québec a connu la plus forte augmentation sur 12 mois au chapitre des maisons neuves (+8,9 %), suivie de Victoria (+7,4 %) et de Hamilton (+7,0 %). Il n'y a pas eu de baisses annuelles en juillet.

Pour plus de renseignements communiquez Susan Morris au (613) 951-2035 (morrus@statcan.ca), Division des prix.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

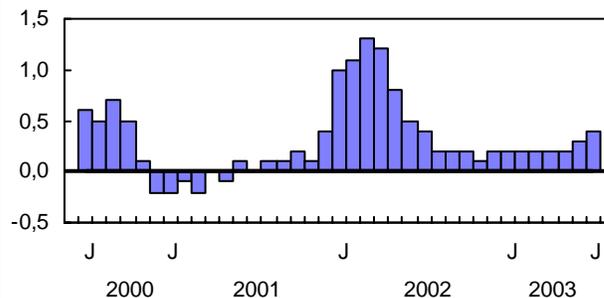
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,1 % en juin, après avoir progressé de 0,2 % en mai.

Indice composite

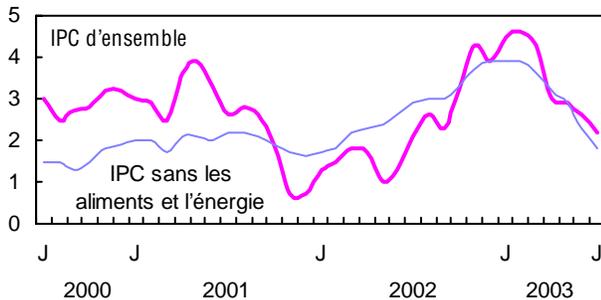
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,4 % en juillet, après avoir augmenté de 0,3 % en juin.

Indice des prix à la consommation

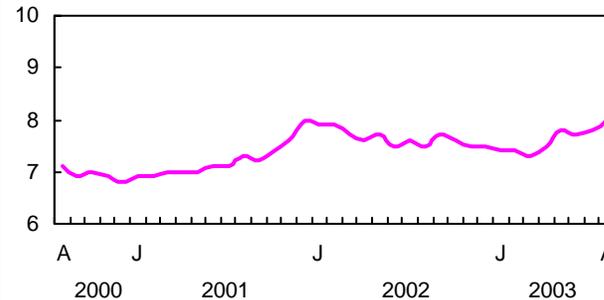
Variation annuelle en %



En juillet, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,2 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,8 %.

Taux de chômage

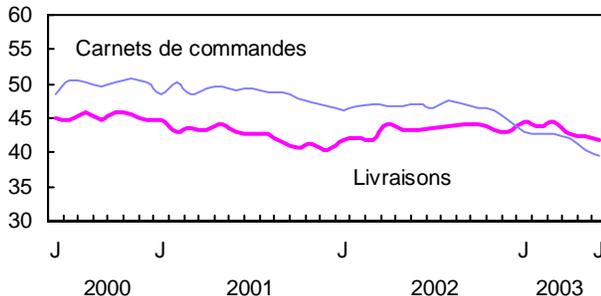
%



En août, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour se fixer à 8,0 %.

Fabrication

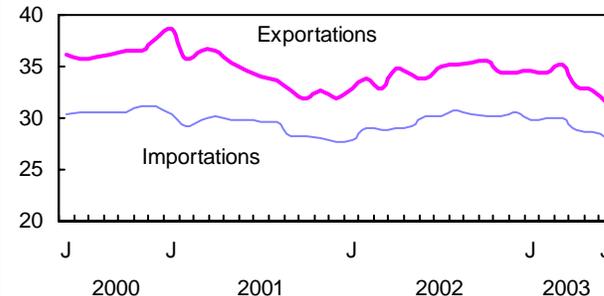
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 0,5 % en juin pour atteindre 41,9 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 1,3 % pour se fixer à 39,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En juin, les exportations ont fléchi de 3,2 % pour s'établir à 31,6 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 2,2 % pour se fixer à 28,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	Juillet	995,0	0,1 %	1,9 %
Indice composite (1992 = 100)	Juillet	182,5	0,4 %	2,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 2003	40,4	-1,3 %	11,7 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	1 ^{er} trim. de 2003	82,8	0,3 †	1,2 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	Juin	26,4	0,3 %	2,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	Juin	130,0	-10,2 %	-8,9 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	Juin	35,8	0,0 %	3,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	Août*	15,7	-0,1 %	1,4 %
Taux de chômage (%)	Août*	8,0	0,2 †	0,5 †
Taux d'activité (%)	Août*	67,5	0,0 †	0,5 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	Juin	693,29	0,9 %	2,1 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	Mai	561,4	2,7 %	0,3 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	Juin	31,6	-3,8 %	-6,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	Juin	28,0	-2,2 %	-7,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	Juin	3,6	-0,4	-0,1
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	Juin	41,9	-0,5 %	-3,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	Juin	41,4	2,0 %	-4,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	Juin	39,6	-1,3 %	-15,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	Juin	1,50	-0,01	0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	Juillet	122,2	0,1 %	2,2 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	Juillet	105,3	1,3 %	-1,6 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	Juillet	110,0	-1,5 %	-2,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	Juillet*	116,7	0,3 %	4,7 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 4 au 10 septembre 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Indice des prix des produits agricoles	Juin 2003	21-007-XIB	Gratuit
La revue des céréales et des graines oléagineuses	Juin 2003	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	Juin 2003	22-007-XPB	15/149
Série de rapports sur les grandes cultures	31 juillet	22-002-XIB	11/66
Série de rapports sur les grandes cultures	31 juillet	22-002-XPB	15/88
Série de rapports sur les grandes cultures : Stocks de céréales canadiennes	31 juillet 2003	22-002-XIB	11/66
Série de rapports sur les grandes cultures : Stocks de céréales canadiennes	31 juillet 2003	22-002-XPB	15/88
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Juin 2003	67-002-XIF	14/132
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Base de données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes		89-588-XIF	Gratuit
Éducation, compétences et apprentissage - documents de recherche : Accès, persévérance et financement : premiers résultats de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires	2002	81-595-MIF2003007	Gratuit
Info-voyages	Vol. 22, no 3	87-003-XIF	5/16
ENQUÊTES SPÉCIALES			
Enquête sur le service téléphonique résidentiel	Mai 2003	56M0001XCB	500
Faits saillants de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada	2000-2001	89-611-XIF	Gratuit
ÉTUDES ANALYTIQUES			
Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : Effet de la réduction des tarifs sur la taille et sur le roulement des entreprises dans le secteur canadien de la fabrication	No 14	11F0027MIF2003014	Gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	Juillet 2003	44-001-XIB	5/47
Contre-plaqué de construction	Juin 2003	35-001-XIB	5 47
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	Juillet 2003	44-004-XIB	5/47
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	Juin 2003	25-002-XIB	6/19
Papier-toiture asphalté	Juillet 2003	45-001-XIB	5/47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	Juin 2003	36-003-XIB	5/47
Production et disposition des produits du tabac	Juillet 2003	32-022-XIB	5/47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	Juin 2003	46-002-XIF	5/47
Scieries et ateliers de rabotage	Juin 2003	35-003-XIB	9/86
INDUSTRIES DE SERVICE			
Série d'études analytiques - Division des industries de services : Construire le système idéal : analyse de la conception de systèmes informatiques et des services connexes	Vol. 45	63F0002XIF2003045	Gratuit
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	Juillet 2003	64-001-XIF	14/145
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	Juin 2003	15-001-XIF	11/110
OPÉRATIONS DU RECENSEMENT			
Trousse de l'enseignant	2001	92F0192XIF	Gratuit
PRIX			
Les indices de mission canadienne à l'étranger	Septembre 2003	62-013-XIF	Gratuit
STATISTIQUE DU REVENU			
Série de documents de recherche sur le revenu : La composante entrée sortie de l'interview pour le revenu	Mai 2002	75F0002MIF2003004	Gratuit
Série de documents de recherche sur le revenu : La composante entrée sortie de l'interview sur le travail	Janvier 2002	75F0002MIF2003005	Gratuit
Série de documents de recherche sur le revenu : Questionnaire de l'interview préliminaire	Janvier 2002	75F0002MIF2003006	Gratuit
Série de documents de recherche sur le revenu : Questionnaire de l'interview sur le travail de l'EDTR	Janvier 2002	75F0002MIF2003007	Gratuit
Série de documents de recherche sur le revenu : Questionnaire de l'interview sur le revenu pour l'EDTR	Mai 2002	75F0002MIF2003008	Gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active	Semaine se terminant le 16 août 2003	71-001-XIF	8/78
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Enquête sociale générale, cycle 16 : la prestation de soins dans une société vieillissante	2002	89-582-XIF	Gratuit
Enquête sociale générale 2002, cycle 16 : vieillissement et soutien social – tableaux	2002	89-583-XIF	Gratuit
Tendances sociales canadiennes	Automne	2003 11-008-XIF	8/27
Tendances sociales canadiennes	Automne 2003	11-008-XPB	11/36
TRANSPORTS			
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs	Juillet 2003	51F0001PIF	Gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».